



Globule Rouge

Bulletin de la commission santé du PCF Paris 15

Repos supprimés = malades en danger

SOUTENONS LES AGENTS HOSPITALIERS EN LUTTE!

Retrait pur et simple du plan Hirsch!



LES RAFALES OU L'HOSPITAL PUBLIC: S'IL FAUT CHOISIR...

Le plan Hirsch est officiellement destiné à économiser 25 millions d'euros par an...

Un seul avion Rafale, comme le contribuable en paye 12 pièces par an à Dassault, coût 110 millions d'euros sans l'équipement!

Le Balardgone, nouveau ministère de la Défense, en face de l'HEGP, coûtera 140 millions d'euros par an, pendant 38 ans, au profit des promoteurs. Hollande a confirmé le scandale immobilier de Sarkozy!

L'argent pour la santé, par pour la guerre!

Les 21 et 28 mai 2015, la grève, à l'appel des principaux syndicats de l'Assistance Publique – hôpitaux de Paris a été massivement suivie contre la volonté du Directeur général Hirsch de supprimer jusqu'à 6 journées de repos compensatoire et d'alourdir encore la charge de travail journalière. Les manifestations devant le siège ont rassemblé entre 6000 et 8000 agents (malgré les réquisitions). **Par son ampleur, ce mouvement est inédit.**

Patients, il est de notre intérêt, presque vital, de soutenir la lutte des hospitaliers.

Ce que les patrons comme M. Hirsch appellent « gains de productivité », nous savons ce que c'est. C'est des temps d'attente à rallonge pour obtenir une consultation. En revanche, c'est moins de temps pour nous écouter quand nous sommes hospitalisés. C'est le renvoi à domicile au plus vite au risque de complications etc.

La situation de pénurie est devenue critique. La direction en donne une nouvelle preuve en assignant une grande majorité des grévistes annoncés. Oui, les services fonctionnent au mieux à flux tendu !

Depuis l'application à l'hôpital des lois Aubry et des soi-disant « 35 heures » en 2002, la situation s'est dégradée. Certains chiffres sont parlants. Le nombre d'emplois d'agents hospitaliers a baissé de 3000, passant de 78.000 à 75.000. La « flexibilisation » du temps de travail, l'intensification de la charge de travail se sont traduites par une aggravation flagrante de la pénibilité dont témoignent les rapports des administrations officielles eux-mêmes : cas de « burn-out », explosions des maladies professionnelles entraînant même une baisse de l'espérance de vie à terme.

Aujourd'hui, Martin Hirsch veut revenir sur les maigres compensations accordées en 2002 avec la RTT mais aussi sur des acquis parfois vieux de dizaines d'années (comme la journée pour la Fête des mères). Les lois Aubry étaient trompeuses.

Le plan Hirsch, qui siégeait au gouvernement avec Roselyne Bachelot, sous les ordres de Sarkozy, relève d'un véritable jeu de dupes ! Il assène aux médias que si les agents n'acceptent pas de travailler plus longtemps et d'accroître encore leur productivité, il devra supprimer encore plus

de postes. C'est absurde ! Ou plutôt, c'est du chantage, cynique et écœurant !

Hirsch est moins malhonnête quand il affirme que les « profits » de sa politique doivent revenir aux abaissements de cotisations sociales, grassement accordés par les gouvernements successifs aux patrons et aux actionnaires. Il serait encore plus honnête s'il reconnaissait que la politique de casse de l'hôpital public vise à gonfler les profits, à développer la médecine marchande, « libérale », gaspilleuse et injuste.

Hirsch a déjà bien sévi depuis son arrivée à l'AP-HP, embauché pour un contrat de mission de casse sociale.

L'Hôtel-Dieu ne rouvrira pas en tant que véritable hôpital. Le peu qui se sera maintenu le sera au prix de la liquidation du Val-de-Grâce.

Il a innové en étendant la privatisation au sein de l'AP-HP en détournant les moyens de la médecine publique, des services entiers, vers les soins aux dictateurs-Emirs du Golfe. Pas question pour ces gens-là de généraliser l'ambulatoire (ambulatoire : on vous renvoie chez vous le plus tôt possible et on fait payer les complications au profit de la médecine « libérale ») !

Il a couvert et développé la politique du « management par le flicage » de tous les personnels, comme la révélation du fichage illégal des médecins de l'HEGP l'a dévoilé.

Hirsch est aussi le promoteur de la destruction programmée des prestigieux hôpitaux Bichat et Beaujon (voire d'une partie de Lariboisière) pour liquider 600 lits, le double de postes et nourrir une opération spéculative de surcroît. Ce projet « hôpital Nord »,

soutenu par la municipalité de « gauche » de Paris est un nouveau scandale, similaire à la destruction de Boucicaut/Broussais/Laënnec pour construire, à force de surcoûts, l'HEGP dans le 15^{ème}.

A Paris et notamment dans le 15^{ème}, cette municipalité de « gauche plurielle », à l'unisson de la politique antisociale du gouvernement supprime les centres de santé (Balard, Beaugrenelle), dernièrement le centre municipal Anselme Payen, pour mieux détourner l'argent public vers le privé, tout en engorgeant les urgences de l'HEGP. Une lutte est engagée localement par plusieurs associations, la CGT, avec le soutien du PCF.

Au plan national, la récente loi Touraine donne aux Agences régionales de santé (ARS), instituées par la Loi Bachelot, de nouvelles prérogatives (« groupements hospitaliers de territoire ») pour détruire l'offre publique de santé au profit du privé.

La ministre Touraine ne peut plus contester que sa politique « d'austérité » implique, encore, **70.000 suppressions d'emplois dans les hôpitaux publics en France d'ici 2017.**

Enduit des cosmétiques de l'hypocrisie de l'humanitaire et du « dialogue social », Martin Hirsch n'est que le mercenaire des pires intérêts financiers, passant de Sarkozy à Hollande, de Bachelot à Touraine. Avec lui, l'AP-HP est toujours au centre de la casse de l'hôpital public nationalement.

L'humanitaire, la santé, l'offre de soin la meilleure pour tous, défendons-la ensemble, agents hospitaliers, médecins, patients et citoyens ! Soutenons la grève du 21 mai et préparons ses suites !

Pour la santé, le plan Hirsch/Touraine ne doit pas passer !

Si Mme Hidalgo continue à soutenir le plan Hirsch contre les agents et les patients: au moins qu'elle le dise publiquement!

La nomination de Hirsch par Hollande fin 2013 était destinée, outre à aggraver la politique d'austérité, à aider la réélection la gauche « plurielle » derrière Anne Hidalgo aux municipales à Paris. Elle a servi à désamorcer le mouvement de protestation contre la fermeture programmée de l'Hôtel-Dieu.

Un an plus tard, le pot-aux-roses se vérifie. Seule une partie infime de l'Hôtel-Dieu sera maintenue, et encore, au prix de la fermeture scandaleuse de l'hôpital du Val-de-Grâce. Dans le même temps, dans le nord de Paris, Hirsch programme maintenant la **liquidation des hôpitaux Bichat (Paris 18^{ème}) et Beaujon (Clichy)**, sans doute aussi d'une partie de Lariboisière (Paris 10^{ème}) pour financer un nouvel « Hôpital nord », l'opération se soldant par la suppression de 600 lits !

Que pense Anne Hidalgo de la politique de Martin Hirsch ? Depuis le début de la mobilisation des agents hospitaliers, elle est étonnamment silencieuse. Elle est pourtant présidente du Conseil de surveillance de l'Assistance publique... La réunion du Conseil de Paris des 26, 27 et 28 mai aurait dû être l'occasion de lui demander ! Mais les questions de santé ont été renvoyées à la fin de l'ordre du jour, après la manifestation à proximité de l'Hôtel de Ville. Aucun élu de l'exécutif n'est allé à la rencontre des grévistes. L'adjoint EELV d'Hidalgo à la santé a repris, mot à mot, le discours fallacieux et méprisant de Martin Hirsch. **CE N'EST PAS CE QUE LES PARISIENS, LES HOSPITALIERS ATTENDENT D'UNE MUNICIPALITE DE « GAUCHE »**

Sur France Inter, en direct de l'HEGP, Martin Hirsch n'arrive pas à tenir le débat face aux revendications

On peut remercier la rédaction de France Inter d'avoir consacré sa « matinale » du 29 mai 2015 à l'hôpital public et de l'avoir diffusée en direct de l'Hôpital Pitié-Salpêtrière, au lendemain d'une deuxième grande journée de grève et de manifestation des agents de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris.

Nous rappelons au passage combien, communistes du 15ème, militants syndicaux de l'HEGP et de Necker, nous avons soutenu la récente grève des personnels de Radio-France contre le plan de suppressions d'emploi du PDG Gallet.

Les reportages de France Inter dans l'HEGP, puis le débat entre le directeur général Martin Hirsch et des représentants syndicaux ont apporté encore plus d'éléments justifiant le retrait pur et simple du plan Hirsch de suppression des jours de repos et d'intensification de la journée de travail.



Sobrement, mais avec détermination, une soixantaine d'agents en lutte ont rappelé en chœur cette revendication lors du débat retransmis depuis le hall de l'hôpital, à chaque manifestation de mauvaise foi embarrassée de Martin Hirsch (il y en a eu plusieurs).

Les reportages ont attesté de l'état actuel général d'épuisement et d'exaspération des personnels. Ce que M. Hirsch appelle la réorganisation des temps de travail ne peut que l'aggraver encore.

On ne peut pas présenter les suppressions de repos et les journées de 10 heures comme un moindre mal ! 10, voire 12 heures d'affilée, dans les services et les blocs, cela veut dire une non-vie personnelle et familiale pendant la moitié de la semaine, le reste étant passé à récupérer. Cela conduit nécessairement à un risque de moindres concentration et attention envers les patients. En quelques années – toutes les enquêtes le montrent – les personnels se retrouvent usés comme des piles déchargées.

Le chef des services des urgences de l'HEGP, M. Juvin (par ailleurs député européen UMP), s'est gardé d'envenimer les choses et a décrit le réel. Si à 8h00, il n'y avait pas engorgement à l'accueil des urgences, c'est parce que les patients étaient répartis dans des boxes. Toute la nuit, le service a fonctionné à plein. **Beaucoup de cas pourraient être traités en amont, dans d'autres structures. Voilà à quoi a fait écho la très juste intervention du représentant CGT de l'intersyndicale de l'AP-HP, Christophe Prudhomme contre les fermetures de centres de santé et la généralisation des dépassements d'honoraire dans le secteur libéral.** Dans le 15ème, c'est une lutte essentielle que nous portons.

Le même a pu rappeler que la RTT en 2002 s'était faite sans les emplois promis et avait déjà aggravé les conditions de travail et d'accueil. M. Hirsch propose de « rebattre les cartes » aujourd'hui. Il le justifie par une prétendue révolution des formes d'hospitalisation depuis 10 ans. **Il n'a pas pu cacher qu'il ne faisait que relayer le plan d'austérité du gouvernement et de la ministre Touraine, synonyme de 22.000 suppressions d'emploi à l'hôpital public par an d'ici 2017, 4000 à l'AP-HP. Hirsch est amené à pratiquer le chantage à l'emploi, au logement, pour essayer de le faire passer.**

On a pu entendre heureusement Hirsch refuser que l'on considère l'hôpital comme une entreprise. Bien d'accord : Il n'a pas pour but le profit et les patients ne sont ni des clients, ni des marchandises. Très bien ! Pourquoi alors se comporter comme les patrons du privé ?

Les interventions des syndicalistes ont permis de montrer que les sacrifices que le gouvernement veut imposer à l'hôpital correspondent aux cadeaux qu'il fait, à hauteur de dizaines de milliards d'euros par an, au patronat et au grand capital, sous forme d'exonérations de cotisations sociales, à son souci de soutenir le secteur de santé privé lucratif, à nourrir les intérêts de la finance en endettant l'hôpital public, comme un syndicaliste l'a démontré dans l'émission.

Hirsch a reconnu chercher à faire 25 millions d'euros d'économie par an. Le représentant de la CGT lui a, très justement, renvoyé le gâchis des dépenses militaires en plein boom. Un seul avion Rafale, tel que l'armée française est obligée d'en acheter 12 par an à Dassault, coûte 110 millions d'euros (sans son équipement !). La construction et l'entretien du Balardgone, le super-ministère de la défense qui est en train de s'installer dans le 15ème, coûtera 140 millions d'euros aux contribuables par an, pendant 38 ans, en redevances aux promoteurs immobiliers ! Ce « partenariat-public-privé » est des plus grands scandales de l'ère Sarkozy, confirmé par Hollande, à deux pas de l'HEGP. **Décidément, M. Hirsch, votre plan risque de faire une fausse route ! Retirez-le !**

BEAUGRENELLE, BALARD, ANSELME-PAYEN: LE SCANDALE DE LA CASSE DES CENTRES DE SANTE DANS LE 15EME!

Dédiés aux soins de « premier recours », à tarif conventionné, pratiquant le tiers payant, avec des médecins salariés, les centres de santé sont complémentaires des hôpitaux. Ils permettent de désengorger les urgences, de répondre aux besoins de tous, dans un contexte de désertification médicale en généraliste de secteur 1. Le 15ème est en déficit sur la moyenne nationale!

Coup sur coup, dans le 15ème, les centres Beaugrenelle, Balard et Anselme Payen ont été fermés. Les responsabilités de la Ville de Paris sont directes avec l'opération immobilière Beaugrenelle et à Anselme Payen, centre municipal qui devait rouvrir à la rénovation de l'EHPAD. **Scandaleusement, l'adjoint à la maire de Paris, Bernard Jomier, a annoncé le 13 mai dans le 15ème qu'il ne rouvrirait pas le centre!** Habitants, salariés du 15ème, réagissons en lien avec la bataille des agents de l'AP-HP!

Inacceptable : la municipalité de Paris renonce à rouvrir le centre de santé Anselme Payen, place Violet

Le 15ème arrondissement, désert médical ? A première vue, cela pourrait faire sourire. Mais si l'on réfléchit en termes d'offre de soins de proximité conventionnés, accessibles à tous, sans dépassement d'honoraire, c'est de plus en plus vrai et la situation ne cesse de s'aggraver alors que notre arrondissement compte 20.000 habitants et 40.000 postes de travail de plus qu'il y a 10 ans.

Les médecins libéraux imposent de plus en plus généralement des honoraires libres. C'est le cas de presque tous les spécialistes avec des mois d'attente pour un examen basique chez l'ophtalmo. Les urgences de Pompidou sont saturées, celles de Saint-Michel ont disparu avec l'hôpital.

Mais la situation s'est particulièrement dégradée du côté des centres de santé. Celui de Balard a été fermé avec l'opération immobilière du ministère de la défense. Celui de la rue Viala vivote suivant la santé financière flageolante de la mutuelle étudiante qui le gère. Celui de Beaugrenelle, qui suivait 23.000 patients, est passé sous les bulldozers des promoteurs du centre commercial. Autant dire qu'il ne reste pratiquement plus rien en dehors des centres mutualistes de Montparnasse.

Non contente d'avoir cautionné la destruction de celui de Beaugrenelle, accompagnée de promesses fumeuses de rétablissement d'un nouveau centre, la municipalité de Paris est allée plus loin en actant la fermeture définitive du centre de santé municipal Anselme Payen, place Violet.

Il dépendait de la Caisse d'action sociale de la Ville de Paris (CASVP) et était intégré à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes du même nom (EHPAD).

La maison de retraite médicalisée a été entièrement rénovée entre 2012 et 2014. Le projet architectural, présenté en Conseil de quartier en 2011, prévoyait bien la réouverture, après travaux, du centre de santé dans des conditions améliorées. Tout un niveau de sous-sol du bâtiment a été aménagé spécialement. Sa vocation aurait dû toujours être tournée vers les besoins personnes âgées de l'établissement et du quartier d'une part, vers toute la population d'autre part avec une partie pluridisciplinaire comprenant médecine générale, soins dentaires, ophtalmologie, dermatologie etc.

Avant les élections municipales de mars 2014, les élus sortants de Paris et du 15ème mettaient en avant cette perspective pour calmer

les inquiétudes et la colère des habitants de Grenelle et de Javel. On peut toujours lire dans le programme électoral d'Anne Hidalgo combien les centres de santé sont sa priorité...

Mais voilà, depuis sa réélection, au nom de l'austérité, ou plutôt pour faire le jeu du privé et contribuer à organiser la pénurie de structures de santé accessibles à tous, la municipalité de Paris a décidé de ne pas rétablir le centre de santé Anselme Payen au sein de l'EHPAD qui, lui, a bien rouvert en juillet 2014. La Ville se défausse sur son manque de moyens accordés par l'Etat.

Le syndicat CGT du CASVP a vivement protesté et lancé une pétition. Les familles des pensionnaires de l'EHPAD réagissent vivement. Les associations locales, notamment le Comité de défense de Beaugrenelle s'insurgent contre ce mauvais coup aux riverains, contre ce nouveau reniement de la parole donnée.

Communistes, nous suivons ce dossier depuis des mois. Nous interpellons les élus parisiens et le gouvernement. **Nous faisons mesurer l'hypocrisie des objectifs annoncés de généralisation du tiers-payant dans la loi santé de la ministre Touraine.** Nous relayons et faisons nôtre les luttes locales.

Les habitants du 15ème, pauvres ou moins pauvres, ont besoin d'un réseau minimal de centres de santé ! Comme les autres ils refusent la pénurie organisée de l'offre de soin, au détriment de leur santé et de leur pouvoir d'achat. Ils ont raison !



Organisez votre colère, faites le choix de la lutte : adhérez !

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Mail :

